



GETTY IMAGES/MELISSA BARREIRO/LA TROMPETTE

Une façon dont le monde peut riposter

Le président Trump estime que le monde est impuissant face à son programme « L'Amérique d'abord », mais il oublie la dépendance paralysante des États-Unis.

- Richard Palmer
- [25/03/2026](#)

« Les États-Unis reprendront leur place légitime de nation la plus grande, la plus puissante et la plus respectée sur Terre, inspirant l'émerveillement et l'admiration du monde entier », a promis le président Donald Trump dans son discours d'investiture de 2025. « Notre puissance mettra fin à toutes les guerres et apportera un nouvel esprit d'unité à un monde en colère, violent et totalement imprévisible. »

Il y a un nouvel esprit d'unité dans le monde, mais ce n'est pas celui-là.

L'Europe, la Russie, la Chine et l'Amérique latine sont unies dans leur colère face à la réaffirmation par le président Trump de la puissance diplomatique américaine, à l'imposition de droits de douane aux ennemis comme aux alliés, aux frappes militaires soudaines et surprenantes contre les cartels et les régimes, à la menace de s'emparer du Groenland par la force et au bouleversement d'une grande partie des règles internationales.

PT_FR

Il a ses raisons. Après tout, l'Europe a profité de la générosité américaine depuis la Seconde Guerre mondiale. Une grande partie de ces normes internationales a été détournée par des nations qui ignorent les règles elles-mêmes tout en les utilisant pour affaiblir les États-Unis.

Que les actions de Trump soient judicieuses ou imprudentes, il est clair que le reste du monde bouillonne de haine envers des États-Unis de plus en plus affirmés.

Le président Trump ne s'en préoccupe pas. Selon lui, le monde est divisé. Les États-Unis possèdent l'armée la plus puissante au monde et une économie gigantesque. Que peut faire le reste du monde face à une telle puissance ?

Eh bien — ils ont des options. Eh bien, ils ont plusieurs options. L'une des plus efficaces consiste simplement à tirer parti d'une arme redoutable que les États-Unis leur ont imprudemment remise entre les mains : leur dépendance terminale à l'endettement.

L'économie est une arme

« [Des] grandes puissances ont commencé à utiliser l'intégration économique comme une arme, les droits de douane comme un moyen de pression, les infrastructures financières comme un moyen de coercition et les chaînes d'approvisionnement comme des vulnérabilités à exploiter », a déclaré le premier ministre canadien Mark Carney lors du Forum économique mondial de Davos le 20 janvier.

Il s'agissait là d'une déclaration audacieuse concernant une vulnérabilité américaine indéniable. Son économie est un atout — mais seulement tant qu'elle bénéficie d'un approvisionnement constant et d'un accès illimité au crédit.

Même lorsque les finances des États-Unis sont « bonnes », le gouvernement des États-Unis doit emprunter environ 2 000 milliards de dollars par an — soit 5 à 6 pour cent de son produit intérieur brut, pour financer la sécurité sociale, Medicare, Medicaid et cette ligne budgétaire que le président Trump aime tant, l'armée.

Les États-Unis sont souvent comparés à un ménage qui, bien qu'hypothéqué à l'extrême, continue d'emprunter davantage chaque année juste pour joindre les deux bouts. Mais cette analogie ne rend pas pleinement compte de la gravité de la situation.

Dans le cadre d'un prêt hypothécaire ordinaire, un propriétaire paie des intérêts sur la dette et rembourse le tout un mois à la fois. À l'échéance du prêt hypothécaire, après 15 ou 30 ans, la dette est remboursée. Mais il est possible d'obtenir un prêt hypothécaire à *intérêts seulement* : chaque mois, le propriétaire ne paie que les intérêts et, à la fin du terme, il doit rembourser le *montant total* qu'il a emprunté.

Les États-Unis ont un prêt hypothécaire à taux variable, ou — plutôt environ 150 millions de prêts hypothécaires à taux variable. Chaque mois, pour joindre les deux bouts, les États-Unis empruntent davantage d'argent. Mais ils doivent aussi rembourser les dettes qui arrivent à échéance. Pour ce faire, ils empruntent *encore plus*.

Les États-Unis ont contracté une *nouvelle* dette de 2 000 milliards de dollars l'année dernière. Mais comme le souligne Ambrose Evans-Pritchard du *Telegraph*, si l'on inclut le montant emprunté par les États-Unis pour rembourser l'*ancienne* dette, ce chiffre grimpe à la somme impressionnante de 30 000 milliards de dollars.

Si tous les biens et services produits par l'économie des États-Unis — l'argent provenant de chaque voiture fabriquée, de chaque coupe de cheveux effectuée ou de chaque repas servi — étaient ajoutés ensemble, cela suffirait à peine à rembourser les anciennes dettes qui devaient être remboursées en 2025 et à couvrir les nouveaux emprunts.

En d'autres termes, le financement brut des États-Unis équivaut à environ 100 pour cent de son PIB chaque année.

Toutes les économies fonctionnent de cette manière, mais aucun autre pays n'emprunte et ne rembourse à une échelle aussi énorme. Pour la France, cette valeur est de 19 pour cent ; pour le Royaume-Uni, elle est de 10 pour cent.

D'autres sources ne donnent pas un chiffre aussi élevé que celui d'Evans-Pritchard pour les États-Unis (il existe différentes façons de le calculer), mais il reste néanmoins bien supérieur à celui des autres pays développés. Le Fonds monétaire international considère généralement que tout chiffre supérieur à 20 pour cent est risqué. Il est facile de comprendre pourquoi. Le gouvernement des États-Unis a perçu 5 200 milliards de dollars de recettes l'année dernière. Sans la possibilité d'emprunter des dizaines de milliers de milliards par an, il ferait faillite en quelques semaines.

Et la situation s'aggrave rapidement. Les taux d'intérêt sur les obligations des États-Unis augmentent. Les investisseurs considèrent que la dette des États-Unis devient plus risquée, si bien que le gouvernement doit offrir des taux d'intérêt plus élevés pour les persuader d'acheter des bons du Trésor américain, prêtant ainsi plus d'argent aux États-Unis.

L'année dernière, les États-Unis ont dépensé 1 000 milliards de dollars rien qu'en intérêts sur la dette. C'est plus que ce qu'ils ont dépensé pour leur armée. Et au cours de la prochaine décennie, ce montant devrait *presque doubler*.

Pour faire face à cette crise, le Secrétaire au Trésor Scott Bessent a recours à des tactiques dangereuses à court terme, principalement en empruntant encore plus d'argent.

Les dettes remboursables en 10, 20 ou 30 ans ont un taux d'intérêt plus élevé que les dettes remboursables en un an ou deux. Achetez une obligation du Trésor à 30 ans, et le gouvernement ne vous remboursera pas avant 2056. Si les États-Unis font faillite, si une guerre mondiale éclate ou si un astéroïde anéantit les États-Unis, vous ne récupérerez pas votre argent. Étant donné qu'une obligation à plus long terme implique une prise de risque plus importante, le gouvernement vous verse un taux d'intérêt plus élevé.

Les dettes à court terme sont moins risquées. Si votre argent doit être remboursé l'année prochaine, il y a beaucoup moins de temps pour que les choses tournent mal. Ainsi, Bessent émet de plus en plus de dettes à court terme. Cela réduit la facture des intérêts que les États-Unis doivent payer. Mais cela signifie qu'il faut emprunter de plus en plus d'argent pour rembourser des prêts qui arrivent à échéance de plus en plus rapidement. Au fil des mois, les États-Unis deviennent de plus en plus dépendants d'emprunts toujours plus importants.

Il s'agit là d'une vulnérabilité flagrante pour les États-Unis — et le monde entier le voit.

Du sang dans l'eau

« Malgré leur puissance militaire et économique, les États-Unis ont une faiblesse majeure : ils comptent sur les autres pour payer leurs factures par le biais d'importants déficits extérieurs », a déclaré George Saravelos, responsable de la recherche sur les devises mondiales à la Deutsche Bank. « Il n'est pas clair pourquoi les Européens seraient disposés à jouer ce rôle. »

Le président Trump menace le monde d'une guerre commerciale. Le monde prévoit de riposter. Mais comme l'écrit Saravelos, « c'est l'utilisation du capital comme arme plutôt que les flux commerciaux qui perturberait le plus les marchés ». L'Europe pourrait lutter contre les droits de douane imposés par Trump en imposant ses propres droits de douane. Mais Saravelos suggère ce qu'il estime être une approche plus efficace : refuser de prêter de l'argent aux États-Unis, ce qui mettrait le pays à genoux.

Une institution financière, le fonds de pension danois AkademikerPension, a déjà pris des mesures. Mécontente des menaces de Trump de prendre le Groenland au Danemark, elle a annoncé qu'elle vendrait ses bons du Trésor américain.

Bessent a écarté la menace, en faisant remarquer que « l'investissement du Danemark dans les obligations du Trésor américain, tout comme le Danemark lui-même, est sans importance. »

Il a probablement raison. Mais les investissements d'autres nations — d'autres nations *en colère* — dans les bons du Trésor américain ne pourraient pas être *plus* pertinents. Si la Chine, la Belgique et le Canada — tous trois grands détenteurs de la dette américaine — réagissaient de la même manière, la demande s'effondrerait, le Trésor serait contraint d'offrir des taux encore plus élevés pour que quelqu'un achète de la dette américaine, et même dans ce cas, le reste du monde pourrait dire non. La frénésie d'endettement serait terminée et le crash le plus catastrophique de la plus gigantesque dépendance imaginable commencerait.

Carney a menacé de le faire à Davos en déclarant : « Les puissances moyennes doivent agir ensemble, car si nous ne sommes pas à la table, nous sommes au menu. »

En décembre, le *Wall Street Journal* a rapporté que des responsables européens discutaient en privé de la manière de coordonner une opération de vente massive d'obligations du Trésor américain pour infliger un maximum de dommages aux États-Unis tout en minimisant les dommages collatéraux pour l'Europe et les autres économies.

« La manière de tenir Trump en échec est que le monde entier — l'Europe, la Chine, le Japon, le Brésil, les banques centrales, les fonds souverains, les fonds de pension, les compagnies d'assurance et les banques — ne participe pas à la prochaine vente aux enchères du Trésor américain et voit à quel point il est facile pour les marchés des capitaux nationaux américains de couvrir des ventes de dette s'élevant à 2 500 milliards de dollars par mois », a écrit Pritchard. « Impossible à coordonner ? Oui, bien sûr. Mais il est temps de commencer à lancer de telles idées en public. Le seul langage que Trump comprenne est celui de l'argent, alors coupons-lui sa carte de crédit globale » (Telegraph, 21 janvier).

Il serait difficile pour ces nations d'agir de la sorte sans nuire à leurs propres économies. Mais l'Europe et d'autres pays s'emploient activement à modifier leur dépendance à l'égard de l'économie américaine et leurs liens avec elle, afin de pouvoir lancer une guerre contre elle.

La riposte des États-Unis

Bessent et d'autres membres de l'administration Trump sont peut-être complaisants, mais ils ne sont pas stupides. Ils sont conscients du danger et s'efforcent de le contrer de manière proactive. Non pas en réduisant les dépenses et en remboursant la dette, mais en adoptant la loi genius.

Ils ne se sèvent pas de la dette. Au lieu de cela, ils ont trouvé un nouveau fournisseur.

La nouvelle loi, signée le 18 juillet 2025, vise à ouvrir un tout *nouveau* marché pour la dette des États-Unis — la crypto-monnaie.

Les transferts d'argent à l'étranger sont coûteux, les banques facturant des frais élevés pour changer de devise. C'est l'un des problèmes que le Bitcoin et d'autres cryptomonnaies ont été conçus pour contourner. Elles ont cependant introduit d'autres problèmes, notamment le fait que la valeur des cryptomonnaies fluctue énormément.

La solution réside dans les stablecoins : des cryptomonnaies dont la valeur reste liée au dollar ou à d'autres monnaies ou actifs traditionnels. Les stablecoins présentent tous les avantages des cryptomonnaies et aucun de leurs inconvénients, en théorie.

Dans la pratique, les cryptomonnaies ne sont généralement pas réglementées. C'est pourquoi des monnaies censées être « stables » ont connu des défaillances catastrophiques. Trop de gens ont voulu échanger leur pièce virtuelle contre de la monnaie réelle au même moment, les créateurs de pièce se sont retrouvés à court de liquidité, et les gens qui pensaient investir dans un actif « stable » ont tout perdu.

La loi genius est censée résoudre ce problème. Elle permet aux institutions d'émettre des stablecoins d'une manière réglementée par le gouvernement fédéral. Pour garantir que les utilisateurs puissent être remboursés, chaque stablecoin doit être soutenu par des dollars américains, des bons du Trésor américain ou un autre actif liquide similaire. La plupart choisiront

les bons du Trésor.

Il s'agit d'un moyen sûr et réglementé de faire circuler de l'argent à moindre coût à l'échelle internationale. Ces mesures pourraient être très populaires et donner aux investisseurs étrangers et aux gouvernements une raison supplémentaire de prêter de l'argent aux États-Unis.

« L'émission prévue de stablecoins constituera une expansion importante et permanente de la dette américaine et une baisse des taux d'intérêt aux États-Unis », écrit EuroIntelligence. « Nous pensons que la loi genius récemment adoptée, qui réglemente le secteur américain des stablecoins, est l'une des mesures législatives les plus importantes sur le plan économique de notre époque. [...] La grande conséquence économique est qu'elle permettra au gouvernement américain d'emprunter beaucoup plus d'argent » (17 novembre 2025).

Prolonger la dépendance

Problème résolu ? Non. La loi genius ne résout pas la dépendance des États-Unis à la dette ; elle la favorise. Au mieux, elle permet aux États-Unis de gagner du temps. Elle a également incité l'Europe et d'autres pays à accélérer leurs propres expériences en matière de monnaies numériques, qui visent de plus en plus ouvertement à remplacer le dollar (ou les stablecoins adossés au dollar) en tant que monnaie de réserve mondiale.

Si la loi genius permettait aux États-Unis de gagner du temps pour réduire leurs dépenses, payer leurs dettes existantes et cesser d'en accumuler de nouvelles, elle pourrait peut-être faire partie de la solution. Mais rien n'indique que le gouvernement des États-Unis, dirigé par l'homme qui s'est autoproclamé « roi de la dette », prévoit de réduire significativement ses emprunts.

Pendant ce temps, les investisseurs du monde entier observent clairement l'augmentation constante de la charge de la dette et cherchent des alternatives. L'or, par exemple, a brièvement atteint un record historique de 5 615,10 dollars l'once troy le 29 janvier.

Si la dette publique devient insoutenable, un gouvernement peut faire faillite. Mais il est beaucoup plus courant que les gouvernements gonflent la dette continuellement ; en d'autres termes, imprimez plus de dollars et vous pourrez rembourser 36 000 milliards de dollars de dette plus facilement. Le revers de la médaille est que la valeur de chaque dollar chute et que les acheteurs doivent payer 100 dollars pour un carton d'œufs. La hausse record des prix de l'or est le signe que les investisseurs craignent que le gouvernement des États-Unis ne se mette à imprimer des dollars.

Cette crainte s'est quelque peu apaisée après que le président Trump a annoncé son choix de Kevin Warsh pour succéder à Jerome Powell à la Réserve fédérale. Warsh est connu pour son opposition à l'inflation et son plaidoyer en faveur d'un dollar fort. Mais la dépendance des États-Unis à la dette limite ce qu'il peut faire.

Après la crise financière de 2008 et pendant la pandémie de covid-19, la Réserve fédérale a imprimé de l'argent et l'a prêté au gouvernement américain. Warsh veut faire l'inverse en vendant des bons du Trésor, puis en détruisant l'argent. Cela réduit le nombre de dollars en circulation, le ramenant quelque peu à son niveau d'avant 2008, mais cela rend intrinsèquement plus coûteux pour le gouvernement américain d'emprunter de l'argent. Peut-il aller jusqu'au bout ? Le président Trump tente de chasser Powell de son poste parce qu'il lui reproche, entre autres, les taux d'intérêt élevés de la dette américaine — c'est-à-dire exactement ce que produiraient les mesures de Warsh. Warsh n'aura peut-être guère d'autre choix que de suivre la voie de Trump.

Le président Trump veut manifestement faire tout ce qui est en son pouvoir pour continuer à injecter de la dette.

Avertissements rejetés

« Les banques centrales achètent de l'or pour soutenir leur monnaie », a averti l'économiste Peter Schiff sur Fox News. « Elles se débarrassent des dollars. Elles se débarrassent des bons du Trésor. Nous nous dirigeons vers [une] crise économique qui fera ressembler la crise financière de 2008 à un pique-nique d'école du dimanche.

« Nous dépendons du monde. Ils nous fournissent les biens que nous ne produisons pas. Ils nous prêtent l'argent que nous n'épargnons pas. Trump a tout compris à l'envers. L'économie mondiale ne fonctionne pas à cause de nous — notre économie fonctionne à cause du monde », a averti M. Schiff. « Nous avons une économie dysfonctionnelle basée sur le crédit à la consommation qui repose sur le statut de monnaie de réserve du dollar américain, et le monde est en train de couper l'herbe sous le pied des États-Unis. Le dollar va s'effondrer. Le dollar va être remplacé par l'or. »

« La plus grande différence entre la crise que nous allons connaître et celle que nous avons connue à l'époque, c'est que celle-ci est entièrement américaine », a-t-il conclu. « Elle ne sera pas exportée dans le reste du monde. Il ne s'agit pas d'une crise financière mondiale. Il s'agit d'une crise financière des États-Unis. Le reste du monde va en fait en bénéficier. »

C'est un puissant avertissement, et c'est le même que la *Trompette* fait entendre depuis des décennies.

Proverbes 22 : 7 nous prévient : « Le riche domine sur les pauvres, et celui qui emprunte est l'esclave de celui qui prête ». Donald Trump croit à la première partie de ce verset. Les États-Unis ont beaucoup de richesses et il veut les utiliser pour dominer le monde. Mais il ne fait pas attention à la deuxième partie.

Il existe de nombreux moyens créatifs de continuer à alimenter la dépendance, mais les emprunts massifs des États-Unis ne peuvent pas durer éternellement.

Dans Deutéronome 28, Dieu énumère un certain nombre de malédictions effrayantes. L'une d'elles dit : « Il te prêtera, et tu ne lui prêteras pas [...] » (verset 44). L'endettement auprès des étrangers est une malédiction. Pourquoi ? « Il sera la tête, et tu seras la queue », conclut le texte.

Donald Trump croit qu'il est la tête. Bientôt, il aura un réveil brutal.

Herbert W. Armstrong a écrit en 1984 qu'une crise bancaire aux États-Unis « pourrait soudainement inciter les nations européennes à s'unir pour former une nouvelle puissance mondiale, plus grande que l'Union soviétique ou les États-Unis. »

La *Trompette* a continué à lancer cet avertissement. En décembre 1995, nous écrivions : « Bientôt, il n'y aura plus personne pour acheter notre dette et nous renflouer, et alors les États-Unis iront vers une faillite totale ! » Cet article continue d'avertir que l'Europe, dirigée par l'Allemagne, « veillera à ce que non seulement notre carte de crédit soit annulée, mais aussi que nous ne conservions pas notre nation ! Les États-Unis seront saisis et nous seront enlevés comme une vieille voiture que la société de prêt traîne dans la rue avec une dépanneuse tandis que le « propriétaire » court après elle en criant, mais ne peut rien faire ! »

Tous ces avertissements sont basés sur les prophéties bibliques. Deutéronome 28 énumère précisément les bénédictions dont les États-Unis ont bénéficié et qui en ont fait une grande nation. Et il énumère les malédictions à venir. Il s'agit notamment du siège, de l'exclusion des États-Unis du commerce mondial (verset 52) et de l'utilisation de la dette comme arme par les puissances étrangères (verset 44). Vous pouvez désormais lire dans les journaux quotidiens des articles sur ces malédictions précises qui approchent rapidement.

Nombreux sont ceux qui ignoreront les développements actuels parce qu'ils entendent ces avertissements depuis des décennies. Les États-Unis ont certes connu des difficultés financières, mais cet effondrement total ne s'est pas encore produit. Mais cela viendra.

Dans le monde interconnecté d'aujourd'hui, de nombreuses nations envers lesquelles les États-Unis sont endettés sont elles-mêmes endettées envers d'autres. L'ensemble du système n'est pas viable. Mais les États-Unis, à la fois singulièrement endettés et singulièrement haïs, sont singulièrement vulnérables.

En fin de compte, toutes les économies du monde sont bâties sur la dette. Tout le système s'effondrera. La Bible prophétise d'une époque où les circonstances sont si mauvaises que même l'or est jeté dans les rues (Ézéchiél 7 : 19). C'est ce qu'il nous faudra pour nous défaire de notre dépendance à l'égard de la dette, et d'une foule d'autres péchés, et pour construire enfin une économie et un monde sur des bases sûres.